



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Approbation - Autorisation signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Située sur la commune de Cournonterral, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe, sur 9,1 hectares, a pour objet l'aménagement d'un parc d'activités économiques (PAE) permettant de répondre aux nombreuses demandes d'installation de PME-TPE artisanales, de conforter l'agriculture de proximité en permettant l'implantation de sièges d'exploitations agricoles d'agriculteurs locaux, évitant ainsi le mitage du territoire agricole et de favoriser la protection de la ressource en eau par la renaturation d'une ancienne décharge en parc paysager et par l'accueil d'une aire de lavage des engins agricoles.

Alors que la quasi-totalité du foncier nécessaire aux aménagements est maîtrisée par l'aménageur de la ZAC (SERM), par Métropole ou par la commune, une seule parcelle privée reste nécessairement à acquérir (parcelle AV 245), justifiant la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiée par la délibération du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021.

L'aménagement de ce PAE revêt un caractère d'intérêt général au regard des motifs et considérations suivants :

- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 prévoyait déjà l'urbanisation de ce secteur et le SCoT révisé en 2019 confirme la nécessité d'aménager ce secteur d'activités ;
- Les documents de planification (SCoT et Schéma d'Accueil des Entreprises – SAE) mettent en évidence un important déficit en matière de foncier économique à destination des entreprises. Pour les activités productives (artisanats, industrie) et de petite logistique, le besoin annuel est évalué entre 15,5 et 16,5 hectares, alors que le dernier inventaire foncier identifiait seulement 2.55 hectares de foncier cessible dans les parcs d'activité de la Métropole (donnée 2021). La ZAC Cannabe permettra de répondre en partie à ces demandes d'implantation d'entreprises ;
- La Métropole présente des taux de chômage et de pauvreté bien supérieurs à ceux de la moyenne nationale. La vocation productive de ce PAE favorisera l'emploi local avec la création d'emplois auprès de populations particulièrement touchées par le chômage. La création d'au moins 300 emplois est attendus sur le PAE de Cannabe ;
- Ce PAE permettra également le développement d'activités liées à l'agriculture (production agricole, transformation, vente directe éventuelle, ...) et accueillera des équipements publics bénéficiant à l'ensemble de la population et nécessaires au bon fonctionnement du territoire (aire de lavage de machines agricoles, caserne à destination du Service départemental d'Incendie et de Secours, centre technique municipal) ;
- Les secteurs présentant une richesse écologique sont préservés, l'aménagement limite fortement l'impact sur la biodiversité et les continuités paysagère et environnementale avec la zone agro-naturelle sont assurées ;
- Par sa localisation à proximité immédiate du centre-ville de Cournonterral et Cournonsec, ce PAE participe à la limitation des déplacements domicile/travail.

Ainsi, au regard de l'ensemble de ces considérations, l'aménagement de la ZAC Cannabe présente un caractère d'intérêt général.

Prescrite par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022, l'enquête publique s'est déroulée du 19 avril au 6 mai 2022. Durant cette période, le dossier d'enquête était consultable en Mairie de Cournonterral (siège de l'enquête), à l'hôtel de Métropole (50 place Zeus) et sur le site internet de la Métropole. Le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif a tenu trois permanences en Mairie de Cournonterral au cours desquelles il n'a eu aucune visite. Par ailleurs, aucune annotation n'a été formulée dans les registres et aucun courrier n'a été reçu.

Dans son rapport du 2 juin 2022, le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable, à la fois sur la déclaration d'utilité publique de la ZAC de Cannabe et sur l'expropriation de la parcelle visée au dossier. Il conclut que *« l'information du public a été suffisante grâce à un dossier compréhensible, complet et fiable mis à disposition par moyen électronique et sur les lieux de permanence »*. Le commissaire enquêteur considère que l'*« absence de réaction du public éventuellement concerné par le projet ne peut pas être interprétée hâtivement comme une approbation du projet mais comme la constatation qu'il n'y a pas d'opposition à ce projet en raison d'un potentiel impact faible et d'une concertation préalable satisfaisante »*.

Sur le fond, le commissaire enquêteur considère que *« ce projet de ZAC est en adéquation avec les objectifs d'intérêt général inscrits dans le SCoT de la Métropole de Montpellier approuvé le 17 février 2006 et révisé le 18 novembre 2019 et dans le PLU de la commune de Cournonterral approuvé le 2 mai 2013 et révisé le 25 juin 2019 qui a classé cette zone en 4AU, secteur ouvert à l'accueil d'un parc d'activités économiques, point de vente de produits agricoles locaux et équipements collectifs. Il est d'intérêt général pour le développement économique et l'attractivité de la Métropole »*. Concernant les aspects liés à l'environnement, le commissaire enquêteur rappelle *« qu'après que le projet ait fait l'objet d'un examen au cas par cas préalable à une étude d'impact, le Préfet de Région a délivré le 2 janvier 2017, une dispense d'étude d'impact, le projet n'étant pas susceptible de provoquer des impacts notables sur l'environnement »*.

L'enquête publique étant achevée, il revient au Conseil de Métropole de se prononcer sur l'intérêt général de l'opération par une déclaration de projet. Au vu du résultat de l'enquête et de l'absence d'observation du public, il n'apparaît pas nécessaire d'apporter de modification au projet qui a été soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prononcer la déclaration sur l'intérêt général du projet d'aménagement du parc d'activités économique Cannabe pour les motifs et considérations exposés ci-avant ;
- De dire qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet au vu notamment des résultats de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur ;
- De dire que le dossier d'enquête unique, accompagné de la présente délibération, sera consultable au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Direction de l'Aménagement Métropolitain (5^{ème} étage, pavillon Zeus, 50 place Zeus à Montpellier) ;
- De dire que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique et de cessibilité ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204928-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 199385_Rapport signe.pdf

- 199387_VI. Plan perimetre DUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.